

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 22 DÉCEMBRE 2010

WOENSDAG 22 DECEMBER 2010

Namiddag

Après-midi

La réunion publique est ouverte à 14 h 25 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "la lettre ouverte du syndicat de la police belge" (n° 1656)

01.01 Kattrin Jadin (MR): Dans une lettre ouverte du 29 novembre, le syndicat de la police belge vous reproche d'avoir activement contribué à faire passer les policiers pour des tricheurs ou pour des profiteurs du système, en cautionnant des allégations mensongères sur le cumul sans limitation de 62 primes différentes pouvant augmenter le salaire d'un policier de 3 000 euros par mois.

Le syndicat rappelle que tout policier préférerait revoir les échelles barémiques à la hausse plutôt que de connaître le système actuel, choisi par le gouvernement. La lettre rappelle également le problème de la valorisation des diplômes dans le secteur.

Avez-vous déjà eu l'occasion de répondre à cette lettre ouverte?

Préconisez-vous, comme l'affirme le syndicat, l'application du principe de la carrière fonctionnelle, principe selon lequel la fonction serait davantage rémunérée que le grade?

01.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): J'ai pu prendre connaissance de la teneur de la lettre ouverte de SYPOL et j'y répondrai.

Le traitement fonctionnel existe déjà au sein des services publics fédéraux. Au sein de la police, le personnel CALog de niveau A a également fait l'objet d'une pondération en 2007. Leur classification en cinq classes constitue une approche fonctionnelle.

Je regrette que SYPOL fasse une lecture sélective de mon discours. Certaines allocations ont leur raison d'être, mais d'autres méritent d'être transformées dans un concept de rémunération plus moderne.

Cet exercice mérite une réflexion approfondie et une concertation avec tous les partenaires concernés. Je ne doute pas que cet exercice puisse avoir lieu une fois le gouvernement de plein exercice formé.

01.03 Kattrin Jadin (MR): Il conviendra de revoir tout le système des allocations en fonction des gradations.

L'incident est clos.

02 Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "les cadres linguistiques au sein du service d'incendie bruxellois" (n° 1690)

02.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): Le problème du régime linguistique au sein du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale (SIAMU) traîne en longueur depuis des années. M. Doukeridis, secrétaire d'État bruxellois, a annoncé récemment que 59 pompiers pourraient malgré tout être recrutés début 2011. Il semblerait qu'il ait été procédé à ce recrutement par le biais d'une prépublication, au *Moniteur belge*, d'une liste des personnes admises au stage.

Qu'impliquent les propositions relatives à la législation linguistique du gouvernement bruxellois pour le gouvernement fédéral? Ne serait-il pas préférable d'abandonner les cadres linguistiques et d'opter pour un bilinguisme fonctionnel? Ce recrutement de 59 pompiers ne viole-t-il pas la législation fédérale de manière flagrante?

02.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Le service d'incendie bruxellois est un organisme d'utilité publique soumis à l'autorité de la secrétaire d'État bruxelloise compétente pour le Logement, la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente. Le cadre linguistique est réglé par la Région. L'État fédéral n'a pas de tutelle sur les arrêtés du gouvernement bruxellois en la matière ni, par voie de conséquence, sur le recrutement mentionné. Mes services préparent, en collaboration avec les écoles du feu, des contrats d'administration en matière de formation, d'infrastructure, de matériel et de subventionnement des écoles du feu. Dans l'accord passé avec l'école du feu bruxelloise, un objectif a été fixé en matière de connaissances linguistiques des pompiers, objectif pour la réalisation duquel l'État fédéral réservera un budget de 200 000 euros.

02.03 Jan Van Esbroeck (N-VA): La ministre rejette la responsabilité sur le gouvernement bruxellois.

02.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): C'est faux, c'est une conséquence de la réforme de l'État. Il faut rester logique avec soi-même.

02.05 Jan Van Esbroeck (N-VA): Mais le gouvernement bruxellois reçoit de l'argent de l'État fédéral. Pourquoi n'utilisez-vous pas ce levier pour obtenir de l'exécutif bruxellois qu'il respecte la réglementation linguistique?

L'incident est clos.

03 Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "les jardins et les terrains contaminés à la suite des inondations" (n° 1363)

03.01 Peter Logghe (VB): À la suite des inondations de novembre dans le Brabant flamand, en Flandre orientale et dans le Limbourg, les sinistrés ont été confrontés à des problèmes de contamination des légumes qu'ils cultivent eux-mêmes et de leurs citernes à combustible ou de leurs réservoirs. Le gouvernement a-t-il conseillé aux habitants de certaines zones de ne plus consommer leurs légumes? Vers qui peuvent se tourner les sinistrés qui souhaiteraient obtenir une indemnisation pour ce type de préjudices? Il me revient que les compagnies d'assurances ne couvrent pas l'assainissement des sols. Pire, même le nettoyage des jardins n'est pas garanti partout de la même façon. Le Fonds des calamités peut-il intervenir dans ce cas de figure et, dans l'affirmative, comment nos concitoyens peuvent-ils en être informés?

03.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): La *Vlaams Agentschap Zorg en Gezondheid*, qui ne dépend pas du SPF Intérieur, a adressé une mise en garde aux sinistrés concernant les légumes qu'ils cultivent eux-mêmes. Les jardins et les réservoirs des particuliers peuvent être exclus d'une garantie d'assurance mais ils sont normalement assurables par le biais d'une assurance incendie "risques simples". Le Fonds des calamités n'intervient pas dans leur cas. Par médias interposés, mes services ont déjà communiqué plusieurs fois avec les citoyens au sujet des dégâts indemnisés par le Fonds des calamités. En outre, toute personne intéressée peut consulter le vade-mecum sur le site de la direction des Calamités ainsi que la check-list que nous avons établie en collaboration avec la compagnie d'assurances.

03.03 Peter Logghe (VB): Donc, la contamination des jardins et des terrains relève de cette garantie?

03.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Oui.

L'incident est clos.

04 Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "police-on-web" (n° 1683)

04.01 Peter Logghe (VB): En dépit de différentes campagnes de promotion fédérales et d'une dépense de 880 000 euros, on peut difficilement parler d'une réussite à propos de police-on-web, une application qui permet de déclarer de petits délits par le biais d'un ordinateur personnel. La ministre peut-elle l'expliquer?

Le **président**: Nous allons suspendre la réunion de la commission pour permettre aux membres de participer au vote en séance plénière. La réponse sera donnée après la suspension.

La réunion publique est suspendue de 14 h 41 à 15 h 14.

Président: Jan Van Esbroeck.

04.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): De nombreux efforts ont déjà été accomplis pour assurer la promotion de police-on-web auprès de la population et des groupes-cible spécifiques. L'utilisation de l'application progresse lentement mais il est vrai que pour l'heure le succès est plutôt mitigé. Le système est compatible avec le système informatique ISLP de la police locale mais il n'y est pas intégré.

L'intégration des données dans le logiciel ISLP par le biais de police-on-web est prévue pour la deuxième étape du projet dans laquelle les usagers pourront également suivre leurs plaintes et leurs déclarations. Dans une troisième phase, il sera également possible d'envoyer des annexes sous la forme de photos et de documents par le biais de police-on-web et l'application sera intégrée dans d'autres portails des services publics par l'intermédiaire du site portail belge e-guichet. Ces différentes options sont de nature, me semble-t-il, à encourager fortement l'utilisation de police-on-web. Les étapes suivantes démarreront dès que les budgets seront disponibles. Le suivi des déclarations relève de la compétence du ministre de la Justice.

04.03 Peter Logghe (VB): De nombreux commissaires de police fustigent la procédure de démarrage relativement complexe. La connexion au site portail e-guichet va probablement intensifier l'utilisation de ces options, mais tout dépendra également de la politique menée en matière de poursuites. Mais si la politique des poursuites n'est pas en accord avec la politique d'arrestation, cela ne risque-t-il pas d'être un simple emplâtre sur une jambe de bois?

L'incident est clos.

05 Question de M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "la prime Copernic pour le personnel opérationnel des services de police" (n° 1745)

05.01 Koenraad Degroote (N-VA): Où est-on actuellement en ce qui concerne la prime Copernic? La ministre en sait-elle davantage sur la signification du jugement? A-t-on interjeté appel? A-t-on entamé de nouvelles négociations avec les syndicats de la police?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): J'ai déjà rencontré les syndicats à ce sujet. Il me semble plus opportun de ne signifier le jugement que lorsqu'il y aura un nouveau gouvernement, étant donné que l'effort financier à fournir est considérable et qu'il s'agit d'une grande responsabilité. Dès que le jugement aura été signifié, j'interjetterai appel. Il ne serait pas raisonnable de laisser s'écouler le délai d'appel et de refiler ainsi au prochain gouvernement une facture particulièrement salée. Il appartiendra donc à ce prochain gouvernement de prendre une décision sur le fond.

Entre-temps, il y a déjà eu quatre nouvelles citations, pour un total de 48 requérants. Cela ne change provisoirement rien à l'affaire. Ceci dit, si je recevais tout à coup des milliers de citations, il est évident que je réexaminerais ma position.

L'incident est clos.

06 Question de M. David Clarinval à la ministre de l'Intérieur sur "la modification de l'arrêté royal du 17 juin 2008 modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population" (n° 1277)

06.01 David Clarinval (MR): L'arrêté royal du 17 juin 2008, modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers a introduit une nouvelle catégorie d'absents temporaires. Il s'agit principalement de personnes dont la disparition a été signalée à la police depuis six mois ou plus. L'absence temporaire de ces personnes disparues prend fin soit avec leur retour, soit lorsque leur décès est constaté. Ces personnes continuent à faire partie du ménage auquel elles appartiennent, ce qui évite une radiation d'office prématurée par la commune.

Récemment, une habitante de ma commune a vu la pension qui lui était allouée par le SPF Sécurité sociale supprimée car elle est toujours répertoriée comme "cohabitante" avec sa fille, disparue depuis le 15 décembre 1994.

Serait-il possible de modifier la fiche du Registre national de manière à ce que, pour toutes les démarches administratives, ces personnes disparues apparaissent avec une mention "disparues de longue date"? Je souhaiterais que cette information apparaisse également sur la fiche des parents.

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La modification fait suite à une demande de Child Focus, qui souhaitait trouver une solution pour les nombreux parents d'enfant disparu qui recevaient régulièrement du courrier adressé par les autorités publiques à leur enfant disparu.

Afin d'éviter cette situation douloureuse, le ministre de l'Intérieur de l'époque a prévu d'introduire un code spécial, à savoir le code 02, qui permet de distinguer les personnes disparues des autres personnes temporairement absentes et d'attirer l'attention des autorités sur le fait que la disparition de longue durée des personnes concernées a été signalée à la police et/ou à Child Focus.

Il appartiendra donc à l'autorité publique concernée de juger ou non opportun de continuer à adresser de la correspondance à la personne disparue.

Il reviendra au chef de ménage de décider, en fonction de la situation, s'il est préférable de maintenir la personne disparue en absence temporaire ou d'entamer auprès de son administration communale les démarches nécessaires en vue de faire procéder à la radiation d'office de celle-ci des registres de la population.

Il serait souhaitable que la personne à laquelle vous vous référez s'adresse au SPF Sécurité sociale afin de trouver avec celui-ci une solution alternative.

06.03 David Clarinval (MR): Pour la sécurité sociale, par exemple, qui met à jour ses registres de manière cyclique et informatisée, il est impossible d'interroger la fiche de la mère de la jeune fille; elle consulte uniquement la fiche des enfants.

Un contact a déjà eu lieu avec le SPF Sécurité sociale, qui a réglé le problème. J'aurais cependant souhaité que vous puissiez aller plus loin à l'égard d'autres cas afin de modifier également la fiche des parents.

06.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): J'étudierai avec l'administration une méthode pour régler le problème.

06.05 David Clarinval (MR): Une petite correction à la circulaire de 2008 permettrait de créer le même code sur le compte des parents.

06.06 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Ce n'est pas uniquement une question de circulaire, cela pose aussi un problème technique. Il faudrait que nous adaptions notre registre afin qu'il soit plus clair

pour les autres SPF.

06.07 David Clarinval (MR): Les communes n'ont pas le droit de le faire. On pourrait peut-être les y autoriser.

L'incident est clos.

07 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les problèmes liés à la présence de bandes de jeunes Africains et Nord-Africains à Bruxelles" (n° 1230)

07.01 Bert Schoofs (VB): Selon la police, des affrontements violents pourraient se produire entre des bandes urbaines africaines et nord-africaines à Bruxelles. Un plan d'action a-t-il déjà été élaboré en coopération avec les services de police? Une concertation sera-t-elle organisée avec les bourgmestres bruxellois?

07.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): L'ensemble des services de police surveillent attentivement le phénomène des bandes urbaines. La police locale s'intéresse surtout aux nuisances visibles et la police judiciaire fédérale se concentre principalement sur la criminalité organisée ou sur la lutte territoriale. Nous ne disposons pas, à l'heure actuelle, d'informations concrètes sur des affrontements prévisibles entre des bandes de jeunes dans la Région de Bruxelles-Capitale. Il n'est pas question, dès lors, d'un plan d'action commun et aucune concertation n'est prévue avec les bourgmestres bruxellois.

Le projet Bandes urbaines, au parquet de Bruxelles, mobilise tous les partenaires dans le cadre de ce phénomène. Les six zones de police locales bruxelloises ont aussi développé un projet relatif aux bandes urbaines. La coordination de l'information s'effectue au niveau du "DirCo" de Bruxelles et du carrefour d'information d'arrondissement (CIA).

L'incident est clos.

08 Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur "la liste des infrastructures cruciales en Belgique publiée sur WikiLeaks" (n° 1478)

08.01 Siegfried Bracke (N-VA): Un des documents divulgués par WikiLeaks comporte une liste américaine secrète des cibles vulnérables à protéger de la menace terroriste. Quatre sites en Belgique sont cités, tous des producteurs de vaccin.

Des mesures particulières ont-elles été prévues pour ces sites? Ont-elles été prises parce que ces sites figurent sur la liste américaine ou l'ont-elles été d'initiative? Une coordination avec les États-Unis a-t-elle été mise en place pour parer une possible attaque biologique? Cette fuite représente-t-elle une menace pour la sécurité de l'État?

08.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Les informations divulguées par WikiLeaks concernant les cibles vulnérables en Belgique résultent d'analyses dont les États-Unis assument l'entière responsabilité. Nous ne partageons pas leur point de vue. Les services de renseignements belges suivent au jour le jour la situation sur le territoire belge et font leur propre analyse des éventuelles menaces pour les différentes institutions dans notre pays. Le niveau de menace dans notre pays est estimé à 2, voire 3 à certains endroits.

Ces informations ne sont généralement pas communiquées parce que cela pourrait donner des idées à certaines personnes.

Pour l'heure, aucune mesure particulière n'est prise pour les sites mentionnés. Les entreprises concernées participent toutefois au système d'alerte précoce, ce qui implique que les entreprises sont informées d'éventuelles menaces par le Centre de crise. L'objectif est que les entreprises organisent elles-mêmes les mécanismes de sécurité les plus appropriés. Un plan d'urgence national spécifique répond à toutes les menaces terroristes, chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires. Dans le cadre de ce plan, il est uniquement tenu compte d'actes intentionnels et pas d'accidents pour lesquels il existe d'autres règles.

La Sûreté de l'État n'est actuellement pas menacée davantage que par le passé, parce que les informations concernant ces entreprises ont été rendues publiques. En Belgique, les services de renseignements effectuent des analyses quotidiennes et des mesures de protection supplémentaires sont prises s'il en résulte des niveaux de menace. Elles s'appliquent aux personnes privées comme aux institutions, aux entreprises et à certains sites.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 1207 de M. Thiébaud, 1365 et 1655 de Mme Jadin, 1563 de M. Logghe et 1655 de Mme Van Moer sont transformées en questions écrites. Les questions n^{os} 1810 de Mme Delacroix-Rolin et 1753 de M. Devin sont reportées.

09 Questions jointes de

- **M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "la saga des subsides aux services d'incendie en province de Namur" (n° 1313)**

- **M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "la saga des subsides aux services d'incendie en province de Namur" (n° 1758)**

09.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Dans le dossier des subsides au service d'incendie en province de Namur, votre gouvernement a décidé mercredi dernier d'attribuer un montant de 1,3 million d'euros.

Pour quel type de dépenses ce budget sera-t-il utilisé? Pourra-t-il constituer un cofinancement de l'école du feu envisagée en province de Namur? Dans quel délai et à quelles conditions ces subsides pourront-ils être utilisés? Comment envisage-t-on de rapprocher les points de vue des communes quant à l'organisation future des services de secours, dans le cadre de la réforme?

09.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La collaboration opérationnelle entre les services d'incendie de la province de Namur reste l'objectif à atteindre dans le cadre du projet des pré-zones opérationnelles.

Je n'ai pas encore reçu de projet de convention unique, répondant aux conditions légales, pour la zone de Namur. Pour ne pas pénaliser les pompiers, mes services ont proposé d'injecter les subsides dans leur formation. Ce projet a été approuvé par le gouvernement.

Le soutien à l'école du feu de Namur ira au développement d'une infrastructure d'exercices pratiques. L'école devra d'abord soumettre à mes services un projet complet et cohérent.

Le gouvernement provincial a été chargé d'une mission de coordination pour rapprocher les points de vues des communes.

09.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Si tout cela se concrétise, ce sera un *happy end* pour cette *never ending story*.

Je continuerai, avec le gouverneur de la province, à rechercher des solutions en la matière.

L'incident est clos.

10 Question de M. Flor Van Noppen à la ministre de l'Intérieur sur "le code d'enregistrement concernant l'habitat accompagné" (n° 1670)

10.01 Flor Van Noppen (N-VA): En février, la ministre annonçait que le Registre national élaborait un nouveau code d'enregistrement permettant aux communes d'indiquer, dans les registres de la population, les cas spécifiques d'habitat accompagné. Quel est l'état d'avancement de ce dossier?

10.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Les communes ont été informées de l'élaboration d'un code d'habitat accompagné par le biais de la nouvelle version coordonnée des instructions générales

relatives à la tenue des registres de la population, datée du 1^{er} juillet 2010, et durant les sessions d'information provinciales y afférentes. À travers ce code il s'agit de veiller à ce que les habitants d'une unité de logement subordonnée soient toujours considérés comme un ménage distinct.

Les services du Registre national ne créent pas seulement un code "habitat accompagné", mais également des codes similaires pour les formes d'habitat comparables dans la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne. Ceci requiert une adaptation structurelle approfondie du type d'information "composition du ménage", ainsi que des tests détaillés. Cette adaptation entraîne également des conséquences pour les fichiers de mutations.

L'élaboration des codes est en voie de finalisation. Les instructions seront transmises aux communes au début de l'année 2011.

L'incident est clos.

11 Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "la future installation de la police fédérale à la Cité administrative" (n° 1759)

11.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Mercredi dernier, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la conclusion d'un bail de dix-huit ans pour les bâtiments 1 et 4 de la Cité administrative de l'État en vue d'une occupation par la police fédérale.

Il convient de tenir compte notamment des remarques émises par la Cour des comptes à la suite d'opérations similaires et du fait que le gouvernement avait pris, le 17 décembre dernier, la décision de reconduire le bail locatif actuel de la police fédérale dans la Tour Victoria Regina, pour quatre ans.

Quels sont les avantages d'un tel regroupement de la police fédérale dans ces bâtiments? Quel est le bilan de cette opération en termes de coût et de bénéfices? Une estimation fiable préalable a-t-elle été réalisée – c'est la demande explicite de la Cour des comptes – a-t-elle été faite? Peut-elle m'être communiquée? Enfin, que deviendront les bâtiments jusqu'ici occupés par la police fédérale, notamment les anciennes casernes de la gendarmerie, récemment rénovées?

11.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le regroupement de certains services de la police fédérale favorisera une meilleure synergie entre les services, outre divers avantages opérationnels, une rationalisation des coûts et certaines économies d'échelle. Une telle présence policière au centre-ville aura un effet positif sur la sécurité et le sentiment de sécurité. Enfin, le projet correspond aux plans urbanistiques de la Ville de Bruxelles. Il faut citer la proximité d'une gare souterraine et d'une station de métro. De plus, le site est proche de toutes les institutions importantes, tels le siège du gouvernement et le Palais de Justice.

Le regroupement permettra donc de libérer des surfaces dans des bâtiments de l'État et de résilier certains baux. De plus, certains travaux de rénovation dans les anciennes casernes de l'ex-gendarmerie ne seront plus nécessaires.

La réponse chiffrée à vos deux dernières questions relève de la compétence de mon collègue des Finances.

Président: Flor Van Noppen.

11.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Quant à votre non-réponse à mes deux dernières questions, j'ai également interrogé le ministre des Finances qui me renvoie vers vous à ce sujet. Je constate qu'on s'est lancé dans cette opération sans plan budgétaire.

J'espère que votre vision théorique des choses se vérifiera. Cela n'a malheureusement pas toujours été le cas dans l'histoire récente, et je m'inquiète que ni la ministre fonctionnelle, ni le ministre en charge de la Régie des Bâtiments ne puissent me répondre précisément à ce sujet. Si cette estimation budgétaire n'a pas encore été réalisée, je vous engage à le faire rapidement. Je reviendrai à la charge pour disposer de chiffres précis.

L'incident est clos.

12 Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "la répartition par province des coûts des services d'incendie" (n° 1743)

12.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): Le 4 juin 2010, le Conseil d'État a annulé un arrêté royal qui définit les règles de répartition des frais des services d'incendie entre la commune centre du groupe et la commune protégée. Les gouverneurs n'ont désormais plus aucun fondement juridique pour arrêter le décompte final et seuls des acomptes peuvent être payés. Le risque est que les corps de la commune centre réduisent les services fournis aux communes protégées. Quand et comment ce problème sera-t-il résolu? Que se passe-t-il dans l'attente d'une solution?

12.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Les conséquences de l'arrêt du Conseil d'État sont limitées à la régularisation définitive des dépenses engagées par les gouverneurs. Une base légale subsiste pour fixer les redevances provisoires des communes protégées et les finances des communes centres de groupe ne sont nullement menacées. Les communes centres de groupe doivent continuer à remplir leurs obligations en matière de sécurité civile. Un avis sur une éventuelle solution sera prochainement demandé à la Conférence des gouverneurs, mais de telles dispositions ne peuvent être approuvées en période d'affaires courantes.

L'incident est clos.

13 Question de M. Stefaan Vercamer au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les décorations civiques pour ancienneté de service octroyées à des membres du personnel des provinces" (n° 1766)

13.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Le personnel des communes et des provinces peut, après un certain nombre d'années, recevoir une décoration civile pour ancienneté de service. En Flandre, c'est l'administration flamande qui est chargée de formuler les propositions en la matière. Cependant, les conditions d'octroi de cette décoration civile, ainsi que la réglementation en la matière, relèvent des compétences de l'État fédéral. Apparemment, seul le personnel statutaire des communes et des provinces peut recevoir une décoration. Le personnel contractuel a certes droit à une indemnité financière, mais la médaille elle-même est réservée aux fonctionnaires statutaires. Cette différence de traitement est ressentie comme une discrimination par le personnel contractuel.

Y aurait-il moyen de remédier à cette discrimination? Comment la réglementation en la matière pourrait-elle être modifiée à cet effet? À quel ministre et à quel niveau de pouvoir cette responsabilité incombe-t-elle précisément?

13.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Il est exact que seuls les membres du personnel statutaires reçoivent une décoration. Cette distinction s'applique aux fonctionnaires des provinces comme aux autres fonctionnaires. Il existe d'ailleurs encore entre les deux statuts d'autres différences qui peuvent se justifier objectivement, par exemple en ce qui concerne les conditions auxquelles il est procédé au recrutement.

La différence de traitement concerne tant les décorations civiles que les ordres nationaux. Mais il s'agit en l'espèce d'une très vieille réglementation instaurée en 1831 pour les ordres nationaux et en 1867 pour les décorations civiles. À l'époque, il n'existait évidemment que des fonctionnaires statutaires. Je ne suis en principe pas opposée à un aménagement de cette législation. Puisque le ministre des Affaires étrangères est compétent pour les ordres nationaux, cela devra se faire par la voie d'une concertation. Mais il s'agit en l'espèce d'une modification de la loi qui ne s'inscrit pas dans le cadre des affaires courantes.

En ce qui concerne les décorations dans les ordres nationaux, l'arrêté royal est toujours pris par le ministre des Affaires étrangères. L'attribution des décorations est donc proposée dans tous les dossiers par les Affaires étrangères.

13.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Ainsi, cette matière relève donc de la compétence du ministre des Affaires étrangères. Je lui ai posé la même question, mais il l'a renvoyée au département de l'Intérieur.

13.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Il convient d'éviter que cette question divise les partenaires de la coalition. Je vais charger mon cabinet de prendre contact avec celui des Affaires étrangères en vue de mettre en place une concertation sur le sujet. Les arrêtés royaux relatifs aux ordres nationaux sont toujours signés par le ministre des Affaires étrangères. De nombreuses coutumes doivent également être prises en considération en l'espèce.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 1522 de M. Arens est transformée en question écrite. Les questions n°s 1354, 1400, 1467, 1468, 1484, 1487, 1552, 1685, 1693, 1705, 1708, 1709, 1753, 1790 et 1810 sont reportées ainsi que les questions n°s 1539, 1540, 1541, 1542 et 1543.

La réunion publique est levée à 16 h 04.

De vergadering wordt geopend om 14.25 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Vraag van mevrouw Kattrín Jadin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de open brief van het syndicaat van de Belgische politie" (nr. 1656)

01.01 Kattrín Jadin (MR): In een open brief van 29 november verwijt het syndicaat van de Belgische politie u met uw houding actief te hebben bijgedragen tot de lastercampagne waarin de politieambtenaren worden voorgesteld als valsspelers en profiteurs van het systeem, door de leugenachtige verklaringen aannemelijk te maken volgens welke de politieambtenaren zonder enige beperking 62 verschillende premies cumuleren, waardoor hun loon met 3.000 euro per maand zou kunnen stijgen.

De vakbond wijst erop dat elke politieambtenaar liever zou hebben dat zijn loonschaal zou worden verhoogd met het bedrag van die premies, in plaats van het huidige systeem waarvoor de regering gekozen heeft. In de brief wordt tevens gewag gemaakt van het probleem van de waardering van de diploma's bij de geïntegreerde politie.

Heeft u al de gelegenheid gehad om op die open brief te reageren?

Dringt u, zoals de vakbond beweert, aan op de toepassing van het principe van de functionele loopbaan, waarbij de functie meer zou worden vergoed dan de graad?

01.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): ik heb kennis kunnen nemen van de inhoud van de open brief van SYPOL en ik zal erop antwoorden.

De functionele bezoldiging bestaat al bij de federale overheidsdiensten. Bij de politiediensten vond er in 2007 een weging plaats voor het CALog-personeel van niveau A. De indeling in vijf klassen stoelt op een functionele benadering.

Ik betreur dat SYPOL mijn uitspraken selectief heeft gelezen. Sommige toelagen zijn zeker terecht, maar voor andere toelagen kan beter voor een modernere bezoldigingsregeling worden geopteerd.

Hierover moet echter grondig worden nagedacht en er moet met alle betrokkenen worden overlegd. Zodra we over een volwaardige regering beschikken, zal deze denkoefening ongetwijfeld kunnen plaatsvinden.

01.03 Kattrín Jadin (MR): De hele toelageregeling zou moeten worden herzien in functie van de graden.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Jan Van Esbroeck aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de taalkaders bij de Brusselse brandweer" (nr. 1690)

02.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): De problematiek van de taalregeling bij de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp (DBDMH) sleept al jaren aan. Recent kondigde Brussels staatssecretaris Doukeridis aan dat er begin 2011 toch 59 brandweermannen zouden kunnen worden aangeworven. Naar verluidt gebeurde dit via een prepublicatie in het *Belgisch Staatsblad* van personen die tot de stage worden toegelaten.

Wat houden de voorstellen betreffende de taalwetgeving van de Brusselse regering aan de federale regering in? Zou het niet beter zijn om af te stappen van de taalkaders en te kiezen voor een functionele tweetaligheid? Wordt met de wijze van aanwerving van de 59 brandweermannen de federale wetgeving niet flagrant overtreden?

02.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): De Brusselse brandweer is een instelling van openbaar nut, onderworpen aan het gezag van de Brusselse staatssecretaris, bevoegd voor Huisvesting, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp. Het taalkader wordt geregeld door het Gewest. De federale overheid houdt geen toezicht op besluiten ter zake van de Brusselse regering en dus ook niet op de vermelde aanwerving. Mijn diensten bereiden in samenwerking met de brandweerscholen bestuursovereenkomsten voor opleiding, infrastructuur, materieel en de subsidiëring van de brandweerscholen voor. In de overeenkomst met de Brusselse brandweerschool staat een doelstelling inzake de taalkennis van de brandweerlieden, waarvoor de federale Staat een budget van 200.000 euro zal uittrekken.

02.03 Jan Van Esbroeck (N-VA): De minister schuift de verantwoordelijkheid door naar de Brusselse regering.

02.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Neen, dit is een gevolg van de staatshervorming. Men moet consequent blijven.

02.05 Jan Van Esbroeck (N-VA): De Brusselse regering krijgt wel geld van de federale overheid. Waarom wordt die hefboom niet aangewend om nader in te gaan op deze taalregeling?

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over "wateroverlast en gecontamineerde tuinen en gronden" (nr. 1363)

03.01 Peter Logghe (VB): Door de wateroverlast van november in Vlaams-Brabant, Oost-Vlaanderen en Limburg zijn er problemen gerezen met eigen geteelde groenten en met brandstof- en vergaartanks. Zijn er gebieden waar de overheid het verbruik van de eigen groenten afraadt? Waar moet men terecht voor een vergoeding van dit soort schade? Naar verluidt zouden de verzekeringsmaatschappijen het saneren van de grond niet dekken en zelfs het opkuisen van de tuin wordt niet overal op dezelfde wijze gewaarborgd. Kan het Rampenfonds hier soelaas bieden en hoe wordt dat kenbaar gemaakt aan de burger?

03.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Het Vlaams Agentschap Zorg en Gezondheid, dat niet valt onder de FOD Binnenlandse Zaken, heeft een waarschuwing uitgestuurd met betrekking tot de eigen geteelde groenten. Tuinen en vergaartanks van een particulier kunnen worden uitgesloten van een verzekeringswaarborg, maar zijn normaal verzekeraar via een polis 'brand eenvoudige risico's'. Het Rampenfonds komt hiervoor niet tussen. Via de media communiceerden mijn diensten al meermaals met de burgers over de schade die wordt vergoed door het Rampenfonds. Daarnaast kan men ook het vademecum raadplegen op de website van de directie Rampenschade en de checklist die we samen met de verzekeringsmaatschappij hebben opgesteld.

03.03 Peter Logghe (VB): Dus contaminatie van tuinen en gronden valt onder die waarborg?

03.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Ja.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over "police-on-web"

(nr. 1683)

04.01 **Peter Logghe** (VB): Ondanks verschillende federale promoacties en een kostprijs van 880.000 euro kan men het elektronische police-on-web, bedoeld om via de pc kleine misdrijven aan te geven, maar moeilijk een succesverhaal noemen. Kan de minister een en ander toelichten?

De **voorzitter**: We onderbreken nu deze commissievergadering omdat er moet gestemd worden in de plenaire vergadering. Het antwoord van de minister volgt na de schorsing.

De openbare commissievergadering wordt geschorst van 14.41 uur tot 15.14 uur.

Voorzitter: Jan Van Esbroeck.

04.02 Minister **Annemie Turtelboom** (Nederlands): Er zijn al heel wat inspanningen geleverd om police-on-web te promoten bij de bevolking en bij de specifieke doelgroepen. Het gebruik ervan neemt wel langzaam toe, maar het succes is nog eerder bescheiden te noemen. Het systeem is weliswaar compatibel met het computersysteem ISLP van de lokale politie, maar is daarin niet geïntegreerd.

De integratie van de gegevens via police-on-web in ISLP is gepland voor de tweede fase van het project, waarin de gebruikers ook hun klachten en aangiftes kunnen opvolgen. In een derde fase zal men via police-on-web ook bijlagen zoals foto's en documenten kunnen versturen en zal de toepassing worden geïntegreerd in andere overheidsportalen via het Belgische portaal e-loket. Dit alles zal het gebruik van police-on-web volgens mij sterk aanmoedigen. Die volgende fasen worden opgestart zodra de budgetten beschikbaar zijn. De vervolging van de aangiftes behoort tot de bevoegdheid van de minister van Justitie.

04.03 **Peter Logghe** (VB): Heel wat politiecommissarissen hekelen de redelijk ingewikkelde aanvangsprocedure. Mogelijk zal de aansluiting op het portaal e-loket leiden tot intensiever gebruik, maar dat zal ook afhangen van het vervolgingsbeleid. Maar dweilt men niet met de kraan open als men het vervolgingsbeleid niet afstemt op het oppakbeleid?

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Koenraad Degroote aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de Copernicuspremie voor het operationeel personeel van de politiediensten" (nr. 1745)**

05.01 **Koenraad Degroote** (N-VA): Wat is de stand van zaken in verband met de Copernicuspremie? Weet de minister meer over de betekening van het vonnis? Werd er beroep aangetekend? Zijn er al nieuwe onderhandelingen met de politiesyndicaten geweest?

05.02 Minister **Annemie Turtelboom** (Nederlands): Ik heb hierover al vergaderd met de vakbonden. Het lijkt me beter het vonnis pas te betekenen als er een nieuwe regering is omdat het over een omvangrijke financiële inspanning en een grote verantwoordelijkheid gaat. Zodra het vonnis is betekend, zal ik beroep aantekenen. De beroepstermijn laten verlopen en een volgende regering bijgevolg met de bijzonder hoge factuur opzadelen, zou niet verantwoord zijn. Het is dan ook aan de volgende regering om een beslissing ten gronde te nemen.

Er zijn ondertussen vier nieuwe dagvaardingen gekomen, voor een totaal van 48 verzoekers. Dat verandert voorlopig niets aan de zaak. Mocht ik nu plots duizenden dagvaardingen krijgen, dan zou ik een en ander vanzelfsprekend opnieuw onderzoeken.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanpassing van het koninklijk besluit van 17 juni 2008 tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters" (nr. 1277)**

06.01 David Clarinval (MR): Overeenkomstig het koninklijk besluit van 17 juni 2008 tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister werd er een nieuwe categorie tijdelijk afwezigen ingevoerd. Het gaat in hoofdzaak om personen waarvan de verdwijning sinds zes maanden of langer gesignaleerd werd aan de politie. De tijdelijke afwezigheid eindigt met de terugkeer van de verdwenen persoon of met de vaststelling van zijn overlijden. Die personen blijven deel uitmaken van het gezin waartoe ze behoren, opdat de gemeente ze niet voortijdig van ambtswege zou afvoeren.

Onlangs werd de uitkering die een inwonster van mijn gemeente van de FOD Sociale Zekerheid ontvangt, stopgezet, omdat ze nog altijd geregistreerd stond als samenwonend met haar dochter. Haar dochter is sinds 15 december 1994 vermist.

Zou het mogelijk zijn de fiche van het Rijksregister dusdanig aan te passen dat er voor alle administratieve verrichtingen met betrekking tot die verdwenen personen, de vermelding 'langdurig vermist' verschijnt? Die informatie zou ook op de fiche van de ouders moeten verschijnen.

06.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Voormelde categorie werd toegevoegd op verzoek van Child Focus, die naar een oplossing zocht voor de vele ouders van vermiste kinderen die regelmatig post ontvingen van de overheidsinstanties ter attentie van hun verdwenen kind.

Om dat soort pijnlijke situaties te voorkomen, besliste de toenmalige minister van Binnenlandse Zaken om een speciale code in te voeren, d.i. code 02, om vermiste personen te kunnen onderscheiden van andere tijdelijk afwezige personen en de autoriteiten erop attent te maken dat de langdurige verdwijning van de betrokkenen aan de politie en/of Child Focus werd gesignaleerd.

Het zal aan de desbetreffende overheid zijn om te oordelen of het al dan niet opportuun is briefwisseling te blijven bezorgen aan de vermiste persoon.

Het gezinshoofd zal, afhankelijk van de situatie, moeten beslissen of het verkieslijk is de vermiste persoon als tijdelijk afwezig op te geven, dan wel om bij de gemeentelijke administratie de noodzakelijke demarches te doen om over te gaan tot een ambtshalve schrapping van de vermiste uit het bevolkingsregister.

Het is wenselijk dat de persoon naar wie u verwijst, zich tot de FOD Sociale Zekerheid wendt om in overleg naar een alternatieve oplossing te zoeken.

06.03 David Clarinval (MR): Voor de administratie van de sociale zekerheid, die haar registers op regelmatige basis computerondersteund bijwerkt, is het onmogelijk de fiche van de moeder van het jonge meisje te raadplegen; ze raadpleegt enkel de fiche van de kinderen.

Er werd reeds contact opgenomen met de FOD Sociale Zekerheid, die het probleem opgelost heeft. Maar ik had graag gezien dat u verder zou gaan voor andere gevallen, zodat ook de fiche van de ouders zou worden gewijzigd.

06.04 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Ik zal met de administratie een methode bestuderen om het probleem op te lossen.

06.05 David Clarinval (MR): Mits een kleine aanpassing van de omzendbrief van 2008 zou men dezelfde code op de fiche van de ouders kunnen laten aanbrengen.

06.06 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Het volstaat niet de omzendbrief te wijzigen. Er is ook een technisch probleem. We zouden ons register moeten aanpassen opdat het duidelijker zou zijn voor de andere FOD's.

06.07 David Clarinval (MR): De gemeenten mogen dat niet doen. Men zou hun misschien de toestemming daartoe kunnen verlenen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de problemen met Noord-Afrikaanse en Afrikaanse jongerenbendes in Brussel" (nr. 1230)

07.01 Bert Schoofs (VB): Volgens politiebronnen zijn er gewelddadige confrontaties op komst tussen Afrikaanse en Noord-Afrikaanse stadsbendes in het Brussels. Is er al een actieplan opgesteld in samenwerking met de politiediensten? Is er overleg gepland met de Brussels burgemeesters?

07.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Het fenomeen van de stadsbendes wordt met aandacht gevolgd door alle politiediensten, waarbij de lokale politie zich vooral richt op de zichtbare overlast en de federale gerechtelijke politie op georganiseerde criminaliteit of territoriumstrijd. Wij beschikken momenteel niet over concrete informatie betreffende te verwachten confrontaties tussen jeugdbendes in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Er is dan ook geen sprake van een gemeenschappelijk actieplan en er is geen overleg gepland met de Brusselse burgemeesters.

Het project Stadsbendes bij het parket van Brussel mobiliseert alle partners in het kader van dit fenomeen. Ook de zes lokale Brusselse politiezones hebben een project rond stadsbendes opgezet. De coördinatie van de informatie gebeurt op het niveau van de DirCo van Brussel en van het Arrondissementeel Informatiekruispunt (AIK).

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Siegfried Bracke aan de minister van Justitie over "de lijst op WikiLeaks met 'cruciale infrastructuur' in België" (nr. 1478)

08.01 Siegfried Bracke (N-VA): Een van de gelekte WikiLeaks-documenten bevat een geheime Amerikaanse lijst van kwetsbare doelwitten die tegen terreur moeten worden beschermd. Voor België zijn er vier sites genoemd, allemaal vaccinproducenten.

Zijn er bijzondere maatregelen voor deze sites? Zijn die er gekomen omdat zij op de Amerikaanse lijst staan of uit eigen beweging? Wordt er op het vlak van mogelijke biologische aanvallen gecoördineerd met de Verenigde Staten? Is dit lek een bedreiging voor onze staatsveiligheid?

08.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): De gegevens die via WikiLeaks zijn gelekt met betrekking tot kwetsbare doelwitten in België, zijn analyses die volledig op rekening komen van de VS. Dat standpunt verschilt van het onze. De Belgische inlichtingendiensten volgen dagelijks de toestand op het Belgische grondgebied op en maken een eigen analyse van de mogelijke dreigingen ten aanzien van verschillende instellingen in ons land. Het dreigingniveau in ons land is 2 en voor bepaalde plaatsen 3.

Het is niet de gewoonte dat deze informatie gecommuniceerd wordt om bepaalde mensen niet op gedachten te brengen.

Momenteel zijn er geen bijzondere maatregelen voor de vermelde sites. Wel nemen de betrokken ondernemingen deel aan het 'early warning system', dat inhoudt dat de bedrijven door het Crisiscentrum geïnformeerd worden over eventuele bedreigingen. Het is de bedoeling dat de bedrijven zelf de meest geschikte beveiligingsmechanismen organiseren. Een specifiek nationaal noodplan biedt een antwoord op alle bedreigingen van terroristische, chemische, biologische, radiologische en nucleaire aard. Hierbij wordt enkel rekening gehouden met opzettelijke daden en niet met ongevallen. Voor ongevallen bestaan er andere regelingen.

De dienst Veiligheid van de Staat is momenteel niet meer bedreigd dan voordien doordat de informatie over deze bedrijven kenbaar gemaakt is. In België worden elke dag analyses gemaakt door de inlichtingendiensten en als daaruit dreigingniveaus voortkomen worden er extra beschermingsmaatregelen genomen. Dit geldt zowel voor privé-personen als voor instellingen, bedrijven en bepaalde sites.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nrs 1207 van de heer Thiébaud, 1365 en 1655 van mevrouw Jadin, 1563 van de

heer Logghe en 1655 van mevrouw Van Moer worden omgezet in schriftelijke vragen. Vragen nrs 1810 van mevrouw Delacroix-Rolin en 1753 van de heer Devin worden uitgesteld.

09 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Georges Gilkinet** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de neverending story van de subsidies voor de brandweerdiensten in de provincie Namen" (nr. 1313)
- de heer **Georges Gilkinet** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de neverending story van de subsidies voor de brandweerdiensten in de provincie Namen" (nr. 1758)

09.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): In het subsidiedossier betreffende de brandweerdiensten in de provincie Namen, heeft de regering woensdag jongstleden beslist een bedrag van 1,3 miljoen euro toe te kennen.

Voor welk soort uitgaven zullen deze kredieten worden aangewend? Kunnen ze worden gebruikt voor de cofinanciering van de toekomstige brandweerschool van de provincie Namen? Binnen welke termijn en onder welke voorwaarden zullen die subsidies mogen worden gebruikt? Hoe denkt men de standpunten van de gemeenten met betrekking tot de toekomstige organisatie van de hulpdiensten dichter bijeen te brengen, in het kader van de hervorming?

09.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): De operationele samenwerking tussen de brandweerdiensten van de provincie Namen blijft het streefdoel in het kader van het project tot oprichting van de operationele prezones.

Tot nog toe heb ik voor Namen nog geen voorstel voor een enkele overeenkomst ontvangen dat beantwoordt aan de wettelijke vereisten. Om te voorkomen dat het brandweerpersoneel hiervan de dupe zou worden, hebben mijn diensten voorgesteld subsidies toe te kennen voor de opleiding. De regering heeft daarmee ingestemd.

De steun aan de brandweerschool van de provincie Namen zal worden gebruikt om voorzieningen voor praktijkoefeningen uit te bouwen. Daartoe moet de school eerst een omstandig en samenhangend project aan mijn diensten voorleggen.

Het provinciebestuur werd belast met een coördinatieopdracht teneinde de standpunten van de gemeenten dichter bij elkaar te brengen.

09.03 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Als dit alles concreet vorm krijgt, dan zal deze neverending story eindelijk een happy ending kennen.

Samen met de provinciegouverneur zal ik naar oplossingen blijven zoeken.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van de heer Flor Van Noppen aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de inschrijvingscode met betrekking tot het zorgwonen" (nr. 1670)**

10.01 **Flor Van Noppen** (N-VA): De minister kondigde in februari aan dat het Rijksregister een nieuwe inschrijvingscode voorbereidt waardoor gemeenten de specifieke gevallen van zorgwonen zouden kunnen aanduiden in de bevolkingsregisters. Wat is de stand van zaken in dat dossier?

10.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Via de nieuwe gecoördineerde versie van de algemene onderrichtingen over het houden van bevolkingsregisters van 1 juli 2010 en tijdens de daarop aansluitende provinciale informatiesessies werden de gemeenten ingelicht dat er in een code zorgwonen wordt voorzien. Die code moet ervoor zorgen dat de bewoners van een ondergeschikte wooneenheid steeds als een afzonderlijk gezin beschouwd zullen worden.

De diensten van het Rijksregister creëren niet enkel een code zorgwonen, maar eveneens gelijkaardige codes voor vergelijkbare woonvormen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in het Waals Gewest. Dit

vereist een grondige structuuraanpassing van het informatietype 'samenstelling van het gezin' en tevens uitgebreide tests. Die aanpassing heeft ook consequenties voor de mutatiebestanden.

De ontwikkeling van de codes zit in de eindfase. Begin 2011 worden de onderrichtingen naar de gemeenten verstuurd.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de toekomstige vestiging van de federale politie in het Rijksadministratief Centrum" (nr. 1759)

11.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Afgelopen woensdag heeft de ministerraad het licht op groen gezet voor een huurcontract van achttien jaar voor de gebouwen 1 en 4 van het Rijksadministratief Centrum, waar de federale politie zal worden in ondergebracht.

We moeten onder meer rekening houden met de opmerkingen die het Rekenhof naar aanleiding van soortgelijke operaties heeft gemaakt, en met het feit dat de regering op 17 december beslist had de bestaande huurovereenkomst voor de federale politie in de Victoria Regina Tower te verlengen voor de duur van vier jaar.

Welke voordelen biedt het om de diensten van de federale politie in deze gebouwen samen te brengen? Wat is de balans van deze operatie op het stuk van kosten en baten? Werd er voorafgaand een betrouwbare schatting gemaakt – een uitdrukkelijke vereiste van het Rekenhof? Kan u me die bezorgen? Wat zal er ten slotte gebeuren met de gebouwen die tot op heden gebruikt werden door de federale politie, met name de voormalige rijkswachtkazernes, die nog onlangs gerenoveerd werden?

11.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De concentratie van bepaalde diensten van de federale politie in die gebouwen zal de samenwerking tussen de diensten bevorderen, werkt kostenbesparend en biedt diverse operationele en schaalvoordelen. Zo'n aanwezigheid van de politie in het stadscentrum zal een positief effect hebben op de veiligheid en het veiligheidsgevoel. Ten slotte past het project in de stedenbouwkundige plannen van de stad Brussel. De gebouwen liggen vlakbij een ondergronds treinstation en een metrostation. Bovendien ligt de site in de nabijheid van alle belangrijke instellingen, zoals de regeringszetel en het justitiepaleis.

Dankzij de hergroepering kan er in andere rijksgebouwen ruimte vrijgemaakt worden en kunnen bepaalde huurcontracten opgezegd worden. Bovendien zullen bepaalde renovatiewerken in de oude kazernes van de voormalige rijkswacht niet meer nodig zijn.

Voor een becijferd antwoord op uw twee laatste vragen moet ik u naar mijn collega van Financiën verwijzen.

Voorzitter: Flor Van Noppen.

11.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik heb de twee laatste vragen, die u niet kan beantwoorden, ook gesteld aan de minister van Financiën, die me daarvoor naar u verwees. Ik stel vast dat men zich zonder begrotingsplan in die operatie gestort heeft.

Ik hoop dat uw theoretische visie op de zaken zal blijken te kloppen. Dat was de jongste tijd helaas niet altijd het geval en het verontrust me dan ook dat noch de functionele minister, noch de minister bevoegd voor de Regie der Gebouwen mij een precies antwoord kan verstrekken. Als die begrotingsraming nog niet werd opgesteld, dan verzoek ik u dat snel te doen. Ik zal hier nog op terugkomen om over precieze cijfers te kunnen beschikken.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Jan Van Esbroeck aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de provinciale verdeling van de brandweerkosten" (nr. 1743)

12.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): Op 4 juni 2010 vernietigde de Raad van State een KB dat de regels vastlegt voor de verdeling van de brandweerkosten tussen de groepscentrumgemeente en de beschermende gemeente. Gouverneurs hebben nu dus geen rechtsgrond meer om de eindafrekening te bepalen en er kunnen enkel nog voorschotten worden betaald. Het gevaar bestaat dat centrumkorpsen de dienstverlening aan de beschermende gemeenten zullen afbouwen. Wanneer en hoe wordt dit probleem opgelost? Wat gebeurt er in afwachting van een oplossing?

12.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Het arrest van de Raad van State heeft enkel invloed op de definitieve regularisatie van de gemaakte kosten door de gouverneurs. Er is nog steeds een wettelijke basis voor de bepaling van de voorlopige bijdragen van de beschermde gemeenten en de financiën van de centrumgemeenten komen zeker niet in gevaar. De centrumgemeenten moeten hun wettelijke verplichtingen op het vlak van civiele veiligheid blijven naleven. Binnenkort wordt aan de Conferentie van gouverneurs een advies gevraagd over een mogelijke oplossing. Zoiets kan echter nooit goedgekeurd worden in een periode van lopende zaken.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de burgerlijke eretekens voor dienstanciënniteit aan personeelsleden van de provincies" (nr. 1766)

13.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Het personeel van gemeenten en provincies kan na een zeker aantal dienstjaren een burgerlijk ereteken voor dienstanciënniteit krijgen. De Vlaamse overheid is bevoegd voor het formuleren van de voorstellen tot onderscheiding. De voorwaarden voor de toekenning ervan zijn echter een federale bevoegdheid. Dat geldt ook voor de reglementering ter zake. Blijkbaar kan alleen het statutaire personeel van gemeenten en provincies een ereteken ontvangen. Contractueel personeel ontvangt wel een financiële vergoeding, maar de medaille zelf is voorbehouden voor de statutaire ambtenaar. Het contractuele personeel ervaart dat als een discriminatie.

Kan die discriminatie worden verholpen? Hoe kan de regelgeving worden gewijzigd? Bij welke minister en bij welk bevoegdheidsniveau ligt die verantwoordelijkheid precies?

13.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Het klopt dat alleen statutaire personeelsleden worden gedecoreerd. Dat onderscheid geldt zowel voor ambtenaren van de provincies als voor andere ambtenaren. Overigens zijn er nog andere verschillen tussen beide statuten die objectief kunnen worden verantwoord, bijvoorbeeld door de voorwaarden binnen dewelke de aanwerving heeft plaatsgevonden.

Het verschil in behandeling geldt zowel voor de burgerlijke eretekens als voor de nationale orden. Het gaat hier echter om een heel oude reglementering, die voor de nationale orden in 1831 en voor de burgerlijke eretekens in 1867 is gestart. In die tijd waren er uiteraard enkel statutaire ambtenaren. Ik heb er principieel geen bezwaar tegen om deze wetgeving te updaten. Aangezien de minister van Buitenlandse Zaken bevoegd is voor de nationale orden, zal dit in overleg moeten gebeuren. Dit betreft echter een wetswijziging die buiten de lopende zaken valt.

Bij eretekens van nationale orden wordt het KB altijd door de minister van Buitenlandse Zaken genomen. Het is dus echt wel Buitenlandse Zaken dat in elk dossier de uitreiking van de eretekens voorstelt.

13.03 Stefaan Vercamer (CD&V): De minister van Buitenlandse Zaken is dus bevoegd. Ik heb nochtans dezelfde vraag aan hem gesteld. Hij heeft de vraag naar Binnenlandse Zaken doorverwezen.

13.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Dit dossier is geen zaak waarover tussen coalitiepartners enig meningsverschil moet bestaan. Ik wil mijn kabinet ter zake contact laten opnemen met het kabinet van Buitenlandse Zaken om samen te overleggen. KB's voor de nationale orden worden wel degelijk steeds door de minister van Buitenlandse Zaken ondertekend. In dit dossier spelen ook bepaalde gebruiken een rol.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1522 van de heer Arens wordt omgezet in een schriftelijke vraag. Vragen nrs 1354, 1400, 1467, 1468, 1484, 1487, 1552, 1685, 1693, 1705, 1708, 1709, 1753, 1790 en 1810 worden uitgesteld, alsook vragen nrs 1539, 1540, 1541, 1542 en 1543.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.04 uur.